

Informationsblatt

N°131 – 2017

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem




Inhaltsverzeichnis

03	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 07 juillet 2017
19	Gemeinderatssitzung Sanem vom 07/07/2017 Letzte Gemeinderatssitzung vor den Sommerferien

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 567
e-mail mail@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F'CREA
TIONS

Textes et photos: Service des Relations Publiques et de la Culture



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 07 juillet 2017

date de l'annonce publique: 30 juin 2017
date de la convocation des conseillers: 30 juin 2017
début: 08h15
fin: 13h20

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patrizia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine,
Mme Greven Manon, secrétaire communal (point 2 à 58)
M. Ewen Guy, secrétaire adjoint (point 1)

Absent(s) excusé(s): /

Premier votant: M. Lorang Mike

Madame Tornambé-Duchamp Nadine n'a pas pris part au vote du point 6.
Monsieur Piscitelli José n'a pas pris part au vote du point 26c.
Madame Arendt Patrizia n'a pas pris part au vote des points 28 à 30.
Monsieur Schlessler Jean-Pierre n'a pas pris part au vote du point 36.
Madame Cecchetti Myriam n'a pas pris part au vote du point 47a.



Ordre du jour

Le collège échevinal demande au conseil communal de bien vouloir retirer les points suivant de l'ordre du jour:

48c: Approbation de la convention entre CULTUR'ALL asbl, l'Office social de Sanem et la commune de Sanem

Vote unanime

55: Modification du règlement de la circulation

Vote unanime

Le collège échevinal demande au conseil communal de bien vouloir ajouter les points suivant à l'ordre du jour:

- 46: Autorisation de principe au collège des bourgmestre et échevins de contracter un emprunt de 7'000'000,00 € pour financer les projets prévus au budget extraordinaire

Vote unanime

- 48d: Création de poste de responsable de la gestion de l' »Eis épicerie-Zolwer « à plein temps sous le statut de salarié, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière PA3

Vote unanime

- 51a. Approbation du nouveau texte des statuts syndicat Intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables pour les communes des cantons de Luxembourg, d'Esch et de Capellen, en abrégé « SIDOR »

Vote unanime

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ADMINISTRATION

1. Nomination définitive du secrétaire communal sous le statut du fonctionnaire communal à partir du 1er juillet 2017

Est nommé(e): Madame Greven Manon

2. Nomination définitive d'un expéditionnaire administratif auprès de l'administration communale à partir du 1er septembre 2017

Est nommé(e): Madame Willems Bianca

3. Nomination définitive d'un d'expéditionnaire administratif auprès de l'administration communale à partir du 1er août 2017

Est nommé(e): Madame Caligo Jill

4. Nomination d'un salarié (ancien employé privé) m/f à durée déterminée et à mi-temps pour le remplacement d'un congé parental à mi-temps

Est nommé(e): Madame Hengen Kristin

5. Démission d'une assistante sociale, carrière PS1 de la CCT-SAS au service Senior+, avec effet au 1er août 2017

Démission de Madame Zeches Anne-Marie accordée

PERSONNEL – CIPA « RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP »

6. Nomination d'un coordinateur qualité pour le CIPA-REWA à 75 % sous le régime de salarié bénéficiant de la CCT-SAS carrière PS1

Est nommé(e): Madame Tornambé Délia

7. Augmentation de tâche d'une aide-soignante de 20 à 30 heures par semaine, à partir du 1er septembre 2017

Augmentation de tâche accordée pour Madame Dalscheid Danielle

PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

8. Réduction de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 30 heures d'une éducatrice diplômée à la Maison Relais SANEM

Réduction de tâche accordée pour Madame Kremer Samantha

SEANCE PUBLIQUE

9. Correspondance et Informations
10. Approbation du rapport du 3 avril 2017

Vote unanime

PROJETS

11. Projet concernant le collecteur by-pass Mondercange-Foetz-Schiffflange.
Devis estimatif détaillé: 6.394.136,77 € (article budgétaire: 4/520/222100/17055)

Vote unanime

- 12.
- a. Mise en place d'une installation sanitaire devant le Château de Sanem.
Devis estimatif détaillé: 300.000,- € (article budgétaire: 4/628/221313/16038)

Vote unanime

- b. Aménagement des alentours du château à Sanem (1ère phase).
Devis estimatif détaillé: 115.000,- € (article budgétaire: 4/621/221313/13034)

Vote unanime

- c. Aménagement du jardin du château de Sanem - travaux de la rénovation du mur historique entre 1er et 2ème plateau du jardin.
Devis estimatif détaillé: 85.000,- € (article budgétaire: 4/625/221311/08003)

Vote unanime

13. Réaménagement de la rue de la Fontaine à Belvaux - travaux de voirie, de la canalisation des eaux usées ainsi que la conduite d'eau
Devis estimatif détaillé: 125.000,- € (article budgétaire: 4/624/221313/13065)

Devis estimatif détaillé: 70.000,- € (article budgétaire: 4/520/222100/13066)
Devis estimatif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/13067)

Vote unanime

14. Réaménagement du chemin Matgesfeld et aménagement des réseaux eau et canal
Devis estimatif détaillé: 110.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/17009)
Devis estimatif détaillé: 95.000,- € (article budgétaire: 4/410/221313/99001)
Devis estimatif détaillé: 90.000,- € (article budgétaire: 4/520/222100/17009)

Vote unanime

15. Rénovation Maison Detroit - Travaux à exécuter (2ème phase).
Devis estimatif détaillé 160.000,-€ et crédit (article budgétaire: 4/130/221311/12002)

Vote unanime

16. Aménagement de 5 stations Vèl'OK supplémentaires.
Devis estimatif détaillé: 150.000,- € (article budgétaire: 4/130/211000/99008)

Vote(s) positif(s): 14	Abstention(s): 1
Arendt Patrizia, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessner Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Speck-Braun Patricia

17. Agrandissement et transformation des infrastructures pour le service technique à Belvaux.
Devis estimatif détaillé: 150.000,- € et crédit: 75.000,- €
(article budgétaire: 4/130/221311/14016)

Vote unanime

18. Installations au Galgenberg à Belvaux (4ème phase).
Devis estimatif détaillé: 140.000,- € (article budgétaire: 4/810/221313/05002)

Vote unanime

19. Aménagement de la signalisation pour piétons - 2ème phase.
Devis estimatif détaillé: 80.000,- € (article budgétaire: 4/430/221313/13110)

Vote unanime

20. Réaménagement de la place de la mairie en supprimant la fontaine actuelle ainsi que l'installation d'eau.
Devis estimatif détaillé: 80.000,- € (article budgétaire: 4/621/222100/14008)

Vote unanime

21. Surveillance à distance des bâtiments communaux (3ème phase).
Devis estimatif détaillé: 75.000,- € (article budgétaire: 4/120/222100/99001)

Vote unanime

22. Remise en état du réservoir Loetschef à Soleuvre.
Devis estimatif détaillé: 70.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/13095)

Vote unanime

23.
a) Acquisition de serrures électroniques SALTO pour les différentes écoles, 4ième phase.
Devis estimatif détaillé: 70.000,- € (article budgétaire: 4/910/221311/17049)

Vote unanime

- b) Remplacement du système de fermeture électronique des portes intérieures du Kulturschapp à Ehlerange.
Devis estimatif détaillé: 12.500,- € (article budgétaire: 4/831/221311/17036)

Vote unanime

24.
a. Remplacement urgent du chauffage à l'école 2000 à Soleuvre.
Devis estimatif détaillé: 70.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/910/221311/17069)

Vote unanime

- b. Remplacement urgent du chauffage de la maison relais 12 rue de France à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 10.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/242/221311/17072)

Vote unanime

25. Plan directeur Matgesfeld à Belvaux - devis supplémentaire pour les travaux des jardins du Matgesfeld à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 60.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/130/211000/99006)

Vote unanime

26. Divers véhicules
a. Acquisition d'une nouvelle camionnette double cabine avec plateau pour le service Infrastructures. Devis estimatif détaillé: 49.000,- € et crédit: 4.000,- € (article budgétaire: 4/624/223210/17044)

Vote unanime

- b. Acquisition d'un véhicule utilitaire électrique pour les services de régie - service nettoyage. Devis estimatif détaillé: 27.000,- € et crédit: 3.000,- € (article budgétaire: 4/910/223210/17045)

Vote unanime

- c. Acquisition d'un véhicule utilitaire électrique pour les services de régie- service bâtiments. Devis estimatif détaillé: 26.000,- € et crédit: 6.000,- € (article budgétaire: 4/910/223210/17046)

Vote unanime

- d. Remplacement d'une voiture de service type fourgonnette 2 places pour les services de régie. Devis estimatif détaillé: 20.000,- € (article budgétaire: 4/621/223210/17039)

Vote unanime

27. Assainissement de la rue de France via rue Josephine Welu-Scherer à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 45.000,- € et Crédit: 15.000,- € (article budgétaire: 4/520/222100/14027)

Vote unanime

28. Mise à niveau des licences et des configurations de notre environnement de sécurité et de serveurs. Devis estimatif détaillé: 44.000,- € (article budgétaire: 4/120/223500/99001)

Vote unanime

29. Remplacement des armoires vestiaires aux services de régie. Devis estimatif détaillé: 33.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/130/223410/17074)

Vote unanime

30. Travaux supplémentaires dans le cadre de la création des bureaux pour les besoins du service informatique au sous-sol de la maison communale. Devis estimatif détaillé: 32.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/120/221311/16057)

Vote unanime

31. Mise en conformité des installations sanitaires du pavillon Chemin Rouge à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 24.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/910/221311/17070)

Vote unanime

32. Réfection du parvis de la maison sociale rue de la Poste à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 20.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/150/221311/17075)

Vote unanime

33. Installation de 9 défibrillateurs dans la commune. Devis estimatif: 18.366,94 € (article budgétaire: 4/822/222200/12059)

Vote unanime

34. Mise en place de modules de stockage extérieurs pour jouets et cycles à différentes écoles. Devis estimatif détaillé: 12.500,- € et crédit (article budgétaire: 4/910/221311/17071)

Vote unanime

35. Acquisition d'un équipement de radiocommunication RENITA des radios portables avec accessoires pour le Service Incendie et de Sauvetage.
Devis estimatif détaillé: 4.782,35 € (article budgétaire: 4/322/223220/99001)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

36. Changement de dénomination du « Passage Count Basie » en « Place Count Basie »

Vote unanime

37. Approbation de la convention et du projet d'exécution pour la réalisation du plan d'aménagement particulier – nouveau quartier - concernant la construction de 54 maisons unifamiliales et 8 résidences portant sur des fonds sis à Belvaux au lieu-dit «Op Metzherhéicht» à Belvaux

Vote unanime

38. Rectificatif de l'introduction d'une servitude d'interdiction de lotissement, de construction, de reconstruction et de transformation frappant les immeubles des sections de Belvaux, Soleuvre, Sanem et Ehlerange pendant la refonte du PAG, dénommée « moratoire »

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

39. Diverses transactions immobilières:
a) Approbation d'un acte de vente avec le sieur STEFFEN Frank concernant un terrain sis à Belvaux

Vote unanime

- b) Approbation d'une convention de concession d'un droit de superficie au profit de l'Administration Communale de Sanem sur la parcelle 1415/7949 appartenant à l'État du Grand-Duché de Luxembourg

Vote unanime

- c) Approbation d'un avenant à la convention du 29 juillet 2016 conclu entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la Commune de Sanem dans le cadre du circulaire numéro 3324 relative à l'accueil et intégration des bénéficiaires d'une protection internationale

Vote unanime

- d) Approbation d'un compromis de vente avec le consortium d'héritiers DONDELINGER concernant la vente de deux parcelles de terrain sises au lieu-dit «Hintersten Boener» à Soleuvre

Vote unanime

- e) Approbation d'un compromis de vente signé entre la fabrique d'église de Soleuvre et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition d'un terrain au lieu-dit « Neuwies » à Soleuvre

Vote unanime

- f) Approbation d'un contrat de bail avec la communauté d'époux RAMDEDOVIC-ALIBASIC concernant la location d'un terrain d'une contenance de 1,45 ares à Belvaux

Vote unanime

FINANCES

40. Approbation de diverses modifications budgétaires

a.

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
3/220/615242/99001	Troisième âge - Commission du troisième âge	6'000,00	3'500,00	9'500,00€

Vote unanime

b.

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
2/220/706080/99001	Troisième âge - Recettes	1'500,00€	1'500,00€	3'000,00€

Vote unanime

c.

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
3/130/608122/99003	Coordination technique - Matériel de signalisation et de sécurité	1'000,00	15'000,00	16'000,00€

Vote unanime

d.

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
3/825/648120/99001	Associations sportives - Subsidés ordinaires	78'215,00 €	14'500,00 €	92'715,00 €

Vote unanime

41.

a) Approbation du compte administratif de l'exercice 2015

Vote(s) positif(s): 10	Vote(s) négatif(s): 4	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patricia, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine	Speck-Braun Patricia

b) Approbation du compte de gestion de l'exercice 2015

Vote unanime

42.

a) Fixation de l'impôt foncier 2018

Le Conseil Communal,
Vu qu'il est indiqué de fixer les taux des impôts communaux pour l'année 2018;
Vu la fixation de l'impôt foncier suivant le tableau ci-dessous ;
Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

A	Propriétés agricoles	400%
B1	Constructions industrielles ou commerciales	600%
B2	Constructions à usage mixte	400%
B3	Constructions à autre usage	200%
B4	Maisons unifamiliales, maisons de rapport	200%
B5	Immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	400%
B6	Terrains à bâtir à des fins d'habitation	400%

décide de fixer les taux des impôts communaux pour l'année 2018 suivant le tableau ci-dessus, et prie l'Autorité Supérieure à donner son accord

Vote(s) positif(s): 14	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patricia

b) Fixation de l'impôt commercial 2018

Le Conseil Communal,
Vu qu'il est indiqué de fixer les taux des impôts communaux pour l'année 2018;
Vu la fixation de l'impôt commercial communal suivant le tableau ci-dessous;
Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Impôt commercial communal	325 %
---------------------------	-------

décide de fixer le taux de l'impôt commercial communal pour l'année 2018 à 325 % et prie l'Autorité Supérieure à donner son accord

Vote unanime

43. Approbation de subsides aux associations locales

Vote unanime

44. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
Ile aux clowns a.s.b.l.	Demande fir en Don	100,00 € CC 10.10.16	100,00 €
Frères des hommes Luxembourg a.s.b.l.	Demande fir e Subside	/	
Association Nationale des Victimes de la Route a.s.b.l.	Demande fir e Subside 2017 Kotisatioun „commune-membre“	150,00 € CC 15.07.16	150,00 €
Médecins du Monde	Demande fir en Don	/	
AAPL – Association des Artistes Plasticiens du Luxembourg a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	
Sécurité routière a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	100,00 €

Vote unanime

45. Décompte 2016 relatif à la subvention d'un uniforme unique en faveur des quatre sociétés de musique de la Commune de Sanem

Vote unanime

46. Autorisation de principe au collège des bourgmestre et échevins de contracter un emprunt de 7'000'000,00€ pour financer les projets prévus au budget extraordinaire

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

47. Avis du conseil communal concernant une décision du conseil d'administration de l'office social de Sanem:

a) Approbation de la situation des soldes restants par client au 31.12.2016

Avis favorable

PERSONNEL

48. Diverses créations de postes:

a) Création d'un poste d'agent de nettoyage à raison de 30 heures par semaine pour les besoins du département nettoyage, KUSS, et d'un poste d'agent de nettoyage à raison de 20 heures par semaine pour les besoins du département nettoyage, cantine école Scheierhaff, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des communes du Sud

Vote unanime

- b) Création d'un poste d'assistant social / d'assistant d'hygiène social à mi-temps, sous le statut de salarié pour les besoins du CIPA-REWA, tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière PS1

Vote unanime

- c) Création de quatre postes d'éducateurs diplômés à raison de 40 heures par semaine, et de deux postes d'éducateurs diplômés à raison de 20 heures par semaine tous à durée indéterminée, pour les besoins de la Maison Relais SANEM, sous le statut du salarié bénéficiant de la CCT SAS, carrière PE5

Vote unanime

- d) Création d'un poste de responsable de la gestion de l' «Eis épicerie-Zolwer » à plein temps sous le statut de salarié, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière PA3

Vote unanime

DIVERS

49. Diverses conventions

- a) Approbation de la convention « Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club Senior – Prënzeberg) conclue entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration, les Communes de Bascharage, Differdange, Sanem et Pétange et l'association « Aide pour personnes âgées Prënzeberg » pour l'année 2017

Vote unanime

- b) Approbation d'une convention entre EcoSol - Sanem a.s.b.l. et la commune de Sanem relative au financement et à la mise à disposition de localités à Soleuvre dans le cadre du projet de l'épicerie solidaire « Eis Epicerie Zolwer »

Vote unanime

- c) Approbation de la convention entre CULTUR'ALL asbl, l'Office social de Sanem et la commune de Sanem

Point retiré de l'ordre du jour

50. Approbation d'un règlement concernant la mise à disposition de tentes et de chalets en bois

Vote unanime

51. Approbation du budget prévisionnel et de la mise communale pour l'exercice 2018 du Centre d'Initiative et de Gestion Local Sanem Asbl (CIGL SANEM)

Vote unanime

52.

- a) Approbation du nouveau texte des statuts syndicat Intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables pour les communes des cantons de Luxembourg, d'Esch et de Capellen, en abrégé « SIDOR »

Vote unanime

- b) Approbation de nouveaux statuts du Syndicat pour le transport intercommunal Tramways dans le Canton d'Esch-sur-Alzette (T.I.C.E)

Vote unanime

53. Avis conjoint du projet de plans d'action contre le bruit

Vote unanime

54. Approbation de statuts

- a) D'Frënn vun der Neier Poar Suessem Asbl

Prise de connaissance: Classé dans catégorie 2

- b) Photo-Club Gemeng Suessem

Prise de connaissance: Classé dans catégorie 1.3

55. Modification de la composition des commissions consultatives

Néant

56. Modification du règlement de la circulation de la commune de Sanem

Point retiré de l'ordre du jour

57. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

- a. Confirmation d'un règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux d'aménagement provisoire d'un passage pour piétons dans l'avenue du Jazz à belvaux, dans le cadre de la Construction du lot 10, pris dans la séance du 19 juin 2017
- b. Confirmation d'un règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux d'aménagement des réseaux pour la Construction du hall multisports à Sanem, pris dans la séance du 19 juin 2017
- c. Confirmation d'un règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de mise en place d'un Container devant la Maison n°187 rue de Niederkorn à Sanem, pris dans la séance du 26 juin 2017

Vote unanime

58. Questions et divers
a. Questions de la part de « Déi Lénk »



Fro un de Schännerot
Dir Dammen an dir Hären,

Well jo eis Gemengeféierung vum Buergermeeschter vun der Nopeschgemeng, Michel Wolter, wéinst hirer informativer Campagne géint de Contournement, déi och vill Käerjhenger BlererInnen iwwerzeegt huet, attackéiert gouf, wollt ech wëssen:

- 1) Wat ass de Käschtepunkt vun deër Campagne déi jo vun alle Parteie matgedroe gouf an an eisen Aen absolutt gerechtfertigt ass?
- 2) Wéi deier waren déi Affichen op de Bussen vun TICE a Sales-Lentz? Ass och ofgesécherert dass déi Bussen all Dag op Strecken agesat ginn déi duerch déi 2 Gemengen Suessem a Käerjheng fueren?

Mat bäschte Gréiss,

Patrizia ARENDT, Gemengeréitin déi Lénk

Réponse du collègue échevinal:

Zu der 1. Fro: d'Campagne huet am ganze ronn 45.000 € kascht. Dovun huet „WILI“ fir d'Ausarbechtung vun allem 34.500 € kritt, den Drock vun den 13.000 Brochuren huet 5.500 € kascht an d'Bus-Campagne 4.200 €.

Zu der 2. Fro: d'Affichen op de Busser huet eis exakt 4.224 € kascht. Doran abegraff waren d'Produktioun vun den Affichen (2.000 €), d'Fraise vun der Immobilisatioun (480 €) an d'Bus-Campagne selwer (1.744 €).

D'Busse sinn offiziell 4 Woche vum 15.05 bis den 11.06 gefuer. Eis Demarche war ganz einfach an och net aussergewöhnlech. „WILI“ huet den Design vun de Cul-de-Busse gemaach. Mir si mat deem Fichier un „IP Luxembourg“ erugetrueden an hunn ugefrot fir eng Bus-Campagne 4 Woche lafen ze loossen. Eppes wat all Dag Dosen aner Firmen a Gemenge maachen an och mir als Gemeng Suessem scho gemaach hunn, z. B. sinn 2016 4 Woche laang dräi Busse mat engem „Artikuss“ Cul-de-Bus duerch de Süden an den Zentrum vum Land gefuer. IP huet eis doropshi gefrot, a wéi enger Regioun déi Busse solle fueren. Eis Äntwert war natierlech, dass déi Busse sollen an der Südregioun, spezifesch am Eck Suessem – Esch – Déifferdeng – Käerjeng, ënnerwee sinn. Doropshin huet IP zwou TICE-Linnen an zwee Sales-Lentz Busser ausgewielt, déi an der Regioun ënnerwee sinn. Den 29. Mee si mir dunn am TICE-Comité mat eiser Campagne konfrontéiert ginn. Doropshin hu mir direkt den 30. Mee bei IP ugeruff fir nozehaken, ob eis Bussen nach ëmmer fueren. Eis ass versécherert ginn, dass deem natierlech nach ëmmer sou wier, mir hätte schliisslech ee gültige Kontrakt iwver 4 Wochen ofgeschloss a bezuelt an eis 4 Busse géife fueren. Eis ass um Telefon awer och gesot ginn, dass den

TICE bei IP intervenéiert ass dass an Zukunft sou Campagnen nët méi vun IP sou einfach duerch gewonk dierfte ginn. Déi lescht Etapp vun der Affär war ee Bréif vum Syndikat TICE un d'Gemeng adresséiert, datéiert den 23. Mee. An deem Bréif weist de Bureau vum TICE sech erstaunt doriwwer, dass mir als TICE-Syndikats-Gemeng Stëmmung géint eng aner Gemeng op TICE-Busse maachen a fuerdert eis op déi Cul-de-Bussen direkt erofzuehelen. De Bréif ass awer eréischt den 13. Juni an eiser Gemeng gestempelt ginn (zwee Deeg éier d'Bus-Campagne souwisou offiziell eriwwer war). Doropshin hu mir als Gemeng dem TICE dës Woch geäntwert an eise Punkt kloer gestallt.

b. Motion relative au contournement de Bascharage



MOTION

Le conseil communal de Sanem, réuni le 7 juillet 2017 en séance publique,

Considérant que le conseil communal, pendant toute la période de son mandat, c'est à dire de 2011 à 2017, a mené un intense travail de réflexion, de mobilisation et d'action contre le contournement de Bascharage ;

qu'en mai 2013 jusqu'en février 2014, une pétition fut lancée par la commune à laquelle 2678 personnes s'exprimaient contre le projet de contournement de Bascharage ;

que lors de la procédure des plans sectoriels relatifs au logement, au paysage, au transport et aux zones d'activités lancée par le Gouvernement luxembourgeois en juin 2014, une totalité de 4.468 réclamations ont pu être recueillies auprès des habitants de la commune ; que le conseil communal, dans son avis, a reconfirmé à cette occasion son opposition au projet ;

que c'est également à l'unanimité qu'il a adopté, le 4 juillet 2016, un avis dans le cadre de la procédure de consultation du public suivant la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel des différentes variantes du projet;

que c'est à la même unanimité qu'il a décidé, le 10.10.2017 d'engager un recours devant le tribunal administratif contre la variante finalement retenue à travers la forêt commune entre Bascharage et Sanem;

que toutes ces actions ont été menées en liaison étroite avec le groupe de travail « contournement » dans lequel sont représentés tous les partis politiques et les organisations de sauvegarde de l'environnement ;

que la population a elle-même participé massivement à la marche du 24.7.2014 contre le contournement de Sanem ;

que le conseil communal a ainsi toujours agi dans l'intérêt général de la population de la commune de Sanem, mais il a toujours eu aussi en vue la situation générale du trafic dans le sud-ouest du pays dont souffrent toutes les populations des communes concernées ;

que la seule justification admise par la législation européenne et avancée par le gouvernement pour la destruction d'une zone NATURA 2000 étant en l'espèce le problème limité dû au dépassement des émissions en NO2 non conforme aux normes européennes à un endroit, le conseil communal reste convaincu qu'il existe des solutions appropriées à court et moyen terme - ne serait-ce que la réduction des véhicules diesel dans les années à venir - et que la solution proposée (pour les cent ans à venir !) consistant en une route de délestage de 2 km de long à travers la seule forêt de l'espace concerné est un moyen particulièrement archaïque et rétrograde ;

que le conseil communal voudrait donc solennellement réitérer son opposition à ce projet routier injustifié et disproportionné qui détruit la qualité de vie commune pour les habitants de Sanem et de Bascharage dans une zone naturelle protégée ;

que le conseil communal s'élève avec véhémence contre toutes les attaques lui reprochant un comportement électoral alors qu'il ne fait qu'appliquer des décisions prises en commun avec la société civile depuis des années ;

que le conseil communal défend également les décisions prises en commun d'engager les fonds nécessaires dans une campagne pour informer la population de la commune de Sanem et de Bascharage sur les enjeux de ce projet désastreux et dans une action en justice justifiée devant le tribunal administratif ;

Par ces motifs

Le conseil communal demande au collège échevinal de continuer jusqu'à gain de cause complet la campagne décidée et l'action en justice engagée, y compris l'introduction le cas échéant d'un acte d'appel à titre conservatoire, et ceci pendant la période électorale et jusqu'à la formation d'un nouveau collège échevinal et l'assermentation du conseil communal à élire.

Madame Arendt Patrizia a retiré le point 58b de l'ordre du jour.



Kommentare zu déi Lénk Motion „Contournement vu Käerjeng“ betreffend die Gemeinderatssitzung vom 7. Juli 2017.

In der vorläufig letzten Sitzung des Sassenheimer Gemeinderates vor den Gemeindevahlen haben déi Lénk eine Motion eingereicht in der sie die Bilanz der intensiven Überlegungen und Aktionen der letzten 6 Jahre zum Thema Umgehungsstraße von Bascharage ziehen. Sie wollten noch einmal die Opposition des ganzen Gemeinderates gegen dieses unbegründete und unverhältnismäßige Straßenbauprojekt unterstreichen, das die Lebensqualität der EinwohnerInnen sowohl von Sanem wie von Bascharage in der gemeinsamen, geschützten Naturzone bedroht.

In der Motion wird der Gemeinderat aufgerufen, geschlossen auf die Anschuldigungen und böswilligen Unterstellungen aus dem Luxemburger Wort seitens des Käerjenger Bürgermeisters Wolter und des Escher Schöffen und TICE-Präsidenten Hinterscheid zur Kampagne der Gemeinde Sanem gegen die Umgehungsstraße zu reagiert.

Der Gemeinderat sollte ein starkes Zeichen setzen und vor dem Sommerloch noch einmal bekunden, dass er weiterhin geschlossen und dezidiert gegen ein archaisches, rückwärtsgewandtes Projekt agieren wird.

In der Schlussfolgerung der Motion wurde der Schöffenrat aufgefordert, bis zum kompletten Erfolg der Aktion die gemeinsam beschlossene Kampagne und den erreichten Einspruch gegen das Projekt der Umgehungsstraße vor dem Verwaltungsgericht fortzusetzen, letzteren wenn nötig durch Einlegen einer Berufung, und das bis zur Vereidigung des neuen Gemeinderates, der aus den Wahlen vom 8. Oktober 2017 hervorgehen wird.

Denn laut Gemeindegesetz bleibt der Schöffenrat auch über die Wahlen hinaus im Amt – bis zur Bildung eines neuen Schöffenrates welcher den neuen Gemeinderat vereidigen wird. Der Schöffenrat ist auch befähigt in gerichtlichen Angelegenheiten Fristen zu unterbrechen – oder auch nicht. d.h. der Schöffenrat könnte durchaus beschließen, ohne den Gemeinderat zu fragen, im Falle eines negativen Urteils vor dem Verwaltungsgericht z.B. keine Berufung einzulegen.

Die ablehnende Reaktion des Sassenheimer Bürgermeisters gegenüber dieser Motion, mit der Begründungen, man sei keine Hellseher und könne nicht wissen was die Zukunft bringe macht mich stutzig. Der Wille der Regierung, den Contournement durchzusetzen ist klar. Noch einmal den Standpunkt des geschlossenen, geeinten Gemeinderats zu zeigen hätte in meinen Augen Stärke und Dezidiertheit bewiesen nach den rezenten Verleumdungen in der Presse gegenüber unserer Sensibilisierungskampagne.

Nundenn Bürgermeister Engel hat versprochen, – sollte es nötig sein –, den Gemeinderat im Notfall in Sachen Contournement noch einmal zusammenzurufen. Ich vertraue auf sein Wort und habe die Motion daraufhin zurückgezogen.

Patrizia Arendt, Gemeinderätin von déi Lénk



Gemeinderatssitzung Sanem vom 07.07.2017

Letzte Gemeinderatssitzung vor den Sommerferien

In der Sitzung am 7. Juli 2017 hatte der Gemeinderat über 58 Punkte zu entscheiden. Alle Punkte wurden einstimmig angenommen, bis auf die Einrichtung 5 zusätzlicher Vël'OK-Stationen, die Abschlusskonten des Haushaltsjahres 2015 und die Festlegung der Grundsteuer 2018. Weitere Diskussionen lösten die neue Konvention zwischen der EcoSol-Sanem a.s.b.l. und der Gemeinde bezüglich der „Épicerie solidaire“ in Zolwer, die Frage von déi Lénk betreffend die „Contournement de Bascharage“-Kampagne und die Motion von der gleichen Fraktion über die weitere Vorgehensweise in demselben Dossier.

BELES

Heute begann der Gemeinderat mit der geschlossenen Sitzung. Zunächst bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) im Namen des Schöffenrates den Gemeinderat darum diverse Änderungen in der Tagesordnung. Somit wurden 2 Punkte (Konvention mit der CULTUR'ALL asbl und die Modifikation des Hauptverkehrsreglement) vertagt und 3 neue Punkte (Grundvereinbarung zur Kreditaufnahme in Höhe von 7 Mio. €, Postenschaffung eines Geschäftsführers für die „Épicerie solidaire“ und neuer Statutentext des Gemeindesyndikats SIDOR) hinzugefügt. Daraufhin wurden insgesamt 8 Personalentscheidungen getroffen. Unter anderem erhielt Gemeindesekretärin Manon Gre-

ven ihre definitive Nominierung, das gleiche galt für die Gemeindebeamtinnen Bianca Willems und Jill Caligo. Des Weiteren wurde Delia Tornambé als Qualitätsmanagerin für das CIPA REWA (Alten- und Pflegeheim „Résidence Op der Waassertrap“) eingestellt.

AUSZEICHNUNGEN FÜR EIN PROJEKT DER 3.ALTERSKOMMISSION UND FÜR DIE „ÉPICERIE SOLIDAIRE“

Zu Beginn der öffentlichen Sitzung verkündete zuerst Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) 2 Neuigkeiten. Zum einen wies sie auf das neue Kunstwerk im Gemeinderatssaal bzw. Hochzeitssaal, ein Bild von dem aus Ehleringen stammenden Malers Patrick Sadler. Sie bedankte sich bei den Gemeindediensten, die eine tolle Vernissage möglich gemacht hatten.

Dann berichtete sie über einen Preis den die Gemeinde Sanem vom Familienministerium erhalten hat. Das Projekt – ein intergenerationelles Musical mit Akteuren aus dem CIPA REWA, den Schulen und des Jugendhauses, wurde von der 3. Alterskommission im Rahmen des Seniorenkommunalplans auf die Beine gestellt. Das Musical, das mit 4.000 € ausgezeichnet wurde, wird im Oktober 2017 aufgeführt werden.

Danach informierte Mobilitätsschöffe Marco Goelhausen (LSAP) über ein Projekt vom Ministerium für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur (MDDI - Ministère du Développement Durable et des Infrastructures) hinsichtlich Beruhigungszonen auf staatlichen Straßen. Hierbei wird der Belag farblich angepasst, eine Tempo 30-Zone und verkehrsberuhigende Installationen eingerichtet. Die Gemeinde Sanem hat in diesem Zusammenhang zunächst 2 Standorte für dieses Vorhaben eingereicht. Hierbei handelt es sich um eine 200m lange Strecke vor dem Ehleringer Schulgebäude und um einen 260m langen Abschnitt in Sanem, ebenfalls bei der Schule. Nun wird die staatliche Verkehrskommission über die beiden

Vorschläge beraten bevor eine Entscheidung des Ministeriums erfolgt.

Myriam Cecchetti (déi Gréng) begrüßte dieses Projekt als Schulschöffin und klärte darüber auf, dass die Verspätung in diesem Dossier nicht in der Verantwortung der Gemeinde liegt. Man hat auf eine Antwort seitens des Ministeriums warten müssen. Sie hoffe, dass besagte Straßenabschnitte bewilligt werden. Anschließend konnte die Schöffin von einer weiteren Auszeichnung berichten. Die „Épicerie solidaire“, ein Gemeinschaftsprojekt der EcoSol asbl, des „Office social“ und der Gemeinde, hat den Bio-Agrar-Preis (mit 2.000 € und einer Werbekampagne dotiert) des Landwirtschaftsministeriums erhalten. Obwohl man sich wegen der großen Konkurrenz keine wirklichen Hoffnungen gemacht hatte, habe das vielseitige Projekt mit großem Vorsprung gewonnen.

Das Sitzungsprotokoll des Gemeinderates am 3. April 2017 wurde im Anschluss daran ohne Einwände verabschiedet.

INSTANDSETZUNG DES SANEMER SCHLOSSPARKS

Der erste Kostenvoranschlag der heutigen Sitzung betraf den Kollektors Bypass Monnerich-Foetz-Schiffingen. Vor einigen Jahren haben die Mitgliedsgemeinden des Syndikats SIVEC (Syndicat Intercommunal à Vocation Ecologique) Studien zu diesem Kollektor, der das Mischwasser der Gemeinde Sanem evakuieren soll, in Auftrag gegeben. Bisher wurde dieses Projekt von der Monnericher Gemeinde geleitet, die diese Aufgabe nun weitergeben möchte, da der größte Teil von Sanem finanziert werden muss. Die Baukosten in Höhe von 6,3 Mio. € werden von der Gemeinde Sanem vorfinanziert, danach werden die jeweiligen Teilbeträge an die beteiligten Gemeinden Monnerich und Schiffingen weiterverrechnet. Damit zeigte sich der Gemeinderat unisono einverstanden.

Der Park des Sanemer Schlosses wird weiter optimiert und verschönert. Die Gemeinderäte stimmten einstimmig die 3 diesbezüglichen Kostenvoranschläge. Die 1.Phase der Instandsetzungsarbeiten der Außenanlagen für 115.000 € umfassen neue Kanalleitungen, einen unterirdischen Stromversorgungsschacht und einen Verteilerkasten. Die Renovierung der historischen Mauer im Schlossgarten zwischen den ersten beiden Plateaus schlägt mit 85.000 € zu Buche. Hierbei werden 3 bestehende

Steinreihen entfernt, um die Mauer zu reinigen und die Fugen zu erneuern, danach werden die Steine wieder angebracht. Hinzu kommt die Instandsetzung des Kellers hinter der Mauer und mit einer neuen Pforte versehen.



Im Park des Sanemer Schlosses wird eine öffentliche Sanitäranlage eingerichtet.

Die Installation einer öffentlichen, vollautomatischen und barrierefreien Sanitäranlage im Schlosspark kostet 300.000 €. CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler fragte in diesem Zusammenhang ob mobile Toiletten nicht günstiger und flexibler seien. Zudem habe sie ein Problem damit, dass jetzt bereits etwas Fixes angebracht werde, obwohl erst kürzlich eine Arbeitsgruppe betreffend die Zukunft des Sanemer Schlosses gegründet wurde. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete, dass man diese Rechnung nicht gemacht habe, da man eine feststehende Anlage als sinnvoller betrachtet hat. Die WCs sind nicht nur für die etlichen Veranstaltungen im Schlosspark gedacht, sondern auch für die vielen Spaziergänger. Außerdem habe dieses Projekt nichts mit der zukünftigen Verwendung des Schlossgebäudes zu tun. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) hatte ebenfalls ähnliche Bedenken wie ihre Kollegin zuvor. Sie begrüße, dass es an diesem viel besuchten Standort (während Veranstaltungen, aber auch viele Kinder, Jogger und Fahrradfahrer) nun eine Sanitäranlage geben wird. Déi Gréng-Gemeinderat Alain Cornély fragte dann noch nach den Folgekosten für den Unterhalt der Anlage. Gemeindetechniker Adis Sabotic erklärte, dass es sich um die gleiche Installation handelt wie die auf dem Beleser Gaalgebierg. Dieses seit 2 Jahren dort stehende Gebäude hat bisher keine Reparaturen benötigt, auch wegen der Anti-Graffiti- und Anti-Vandalismus-Vorrichtungen. Auf die Frage von LSAP-Gemeinderat Jemp Schlessler was sich im Hohlraum hinter den Toilettenräumen befinde, konnte Adis Sabotic aufklären, dass sich dort die Technik befindet, und die Seifen- und Papierauffüllungen von hinter den öffentlichen Räumen gemacht werden.

Alle Arbeiten werden in Kollaboration mit den staatlichen „Service des Bâtiments publics“ (Besitzer des Schlosses) und „Service des Sites et Monuments“ und nach deren Vorschriften durchgeführt.

Einstimmigkeit gab es auch beim Kostenvoranschlag für die Sanierung der rue de la Fontaine in Beles. Dort werden Straßen-, Kanalisations- und Wasserleitungsarbeiten für insgesamt 235.000 € durchgeführt.

Ebenfalls einig waren sich die Gemeinderäte bei der Instandsetzung des Feldweges „Matgesfeld“ in Beles zwischen dem Friedhof und der rue de l'Usine. 95.000 € kostet die Erneuerung des Weges, 110.000 € bzw. 90.000 € die Erschließung der Wasserleitung und der Kanalisation. CSV-Gemeinderat Mike Lorang fragte nach, ob der Weg dann auch eingerichtet wird, dass keine Durchfahrt mehr für Fahrzeuge möglich ist. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bestätigte, dass ungefähr in der Hälfte der Strecke ein Hindernis aufgestellt wird, so dass der Feldweg nicht mehr als Schleichweg benutzt werden kann.

Keine Einwände gab es beim Kostenvoranschlag in Höhe von 160.000 € für die 2. Phase der Renovierung des Detroit-Hauses in Zolwer.

WEITERE VÈL'OK-STATIONEN GESTIMMT

Im vergangenen November wurden in der Gemeinde Sanem das Vèl'OK-Konzept eingeführt. Zunächst gab es Stationen für dieses Fahrradverleih-System in Beles und in Belval. In einer zweiten Phase wurden 2016 5 weitere Stationen in Ehleringen, Sanem und Zolwer eingerichtet.

Um das Netzwerk auszuweiten sollen nun 5 zusätzliche Stationen installiert werden und zwar auf dem Beleser Gaalgebierg, in Beleser Ortszentrum, beim nationalen Boulodrome in Beles-Metzerlach, beim Bahnhof Käerjeng/Sanem und in der Aktivitätszone „Um Woeller“ in Zolwer.



5 weitere Vèl'OK-Stationen in der Gemeinde Sanem.

Die beiden letzten hängen zusammen, so Schöffe Marco Goelhausen (LSAP). Es ging darum, dass man das Auto in der Aktivitätszone abstellen kann und mit dem Rad zum Bahnhof fahren könnte. Nun hat man aber einen Brief von der Gemeinde Käerjeng erhalten, der darüber informierte, dass ein Parkhaus beim besagten Bahnhof geplant sei, ohne den genauen Standort zum jetzigen Zeitpunkt zu wissen. Deshalb mache es verständlicherweise im Moment keinen Sinn dort eine Station zu errichten. Man könne aber eventuell eine Vèl'OK-Station später ins zukünftige Projekt integrieren. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) schlug deshalb vor, die Stationen am Bahnhof und im „Woeller“ auf eine spätere Phase zu verschieben und anstelle 2 Stationen in der Aktivitätszone ZARE Ouest und Est in Ehleringen anzulegen.

DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun äußerte ihre Bedenken zu diesem Projekt. Sie hinterfragte, ob überhaupt viele Leute das Vèl'OK-System nutzen. Sie erzählte dann von Studien, die belegen, dass das Fahrradverleihsystem zu hohe Kosten für wenig Resultate fordere. Für eine Stadt Luxemburg würde es sich rentieren, aber hier in der Gemeinde habe sie Zweifel. Zudem kritisierte sie, dass es in der Nachbargemeinde Esch/Alzette keine E-Bikes gibt und es deshalb verschiedene Andock-Stationen gibt.

Die letzte Beanstandung konnte Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) sofort widerlegen. Die Gemeinde Esch war Vorreiter dieses Fahrradverleih-Konzeptes. Am Anfang gab es nur „normale“ Räder, E-Bikes wurden jedoch nachgekauft, dementsprechend auch Stationen hierfür. Das System ist im ganzen Süden das Gleiche und soll immer mehr ausgebreitet werden. Die Voraussetzungen für so ein Vèl'OK-Konzept sei nicht nur in der Stadt Luxemburg gegeben. Der Süden entwickelt sich, ein Beispiel sei der Standort der Universität in Belval. Man müsse solche Fahrradverleihsysteme installieren, sonst können sie auch nicht genutzt werden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) fügte im gleichen Sinn hinzu, dass es eine gewollte Politik des Schöffenrats sei, immer mehr Fahrräder zu kaufen und Stationen einzurichten. Damit will man die Leute dazu motivieren, öfters das Auto stehen zu lassen. Im Süden wohnen zudem mehr Menschen als in der Stadt Luxemburg. Es sei besser ein solches Konzept anzubieten, auch wenn es Kosten verursacht. Wenn man nichts unternehme, könne man auch kein Umdenken bei den Leuten bewirken.

Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt stimmte dem zu. Es sei auch in der Logik der Argumente der Gemeinde im Rahmen der „Contournement de Bascharage“-Kampagne. Man sei nicht mehr glaubwürdig wenn man hier auf

„sanfte Mobilität“ setzt und auf der anderen Seite diese Fahrradverleihsysteme nicht unterstützt. Es sei vielleicht nicht rentabel, dennoch ist es langfristig gesehen das Beste was man tun kann um die Leute dazu zu bewegen das Auto stehen zu lassen.

Gemeinderätin Patricia Speck-Braun (DP) fragte dann wie es denn mit den dringender benötigten mBoxen stehe. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) bestätigte, dass effektiv eine große Notwendigkeit für diese überdachten und gesicherten Fahrradstellplätze bestehe. Man müsse aber zuerst analysieren, wo genau man diese aufstellt. Es sei hier ähnlich wie bei den Verkehrsberuhigungszonen auf Staatsstraßen, es sind relativ neue Konzepte an die man sich mal herantasten muss und außerdem mit dem zuständigen Ministerium und der „Mobilitéitszentral“ koordinieren muss. Aller Wahrscheinlichkeit nach wird die erste mBox beim Bahnhof „Belval-Université“ zu finden sein. CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler wollte erfahren, ob es nicht möglich ist, dass die Gemeinde in Eigenregie eine Art mBox aufstellt und den Standort auch selbst bestimmt. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) informierte, dass man diese Möglichkeit analysiere um mBoxen an sinnvollen Orten zur Verfügung zu stellen.

Danach wollte die DP-Gemeindepolitikerin noch wissen wie oft der CIGL Esch Kontrollen an den Vël'Ok-Stationen durchführe, da es einen Fall gebe, wo bereits seit 2 Wochen 1 Fahrrad mit einem platten Reifen stehe. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) informierte, dass in der Theorie der CIGL Esch (Centre d'Initiative et de Gestion Local) jeden Tag vorbeischaun müsse, da nachgeprüft werden muss, dass an allen Stationen die Hälfte mit Fahrrädern besetzt ist. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bat die Gemeinderatsmitglieder auch darum, nicht bis zu einer Sitzung zu warten, sondern direkt eine solche Information an die Gemeinde weiterzuleiten.

Déi Gréng-Gemeinderätin Chantal Faber-Huberty begrüßte dagegen die Entscheidung zusätzliche Vël'OK-Stationen einzuführen. Sie forderte jedoch nach mehr Kontrolle bei der Verwaltung und beim Unterhalt der Fahrräder.

Auch Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) unterstrich, dass Fahrradverleihsysteme wie Vël'OK nur funktionieren können, wenn das Netzwerk groß genug ist und befürwortete die weitere Anschaffung von Stationen. Er wies jedoch darauf hin, dass in den Aktivitätszonen die Wege fußgänger- und fahrradunfreundlich sind und man da auch etwas unternehmen müsse.

Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) bemerkte, dass man sich mit dem Vël'OK-Konzept noch im Anfangsstadium

befinde. Zurzeit werde das Ganze noch vom CIGL Esch gehandhabt, man könne sich aber vorstellen, dass bei einer gewissen Größe und Anzahl der Fahrräder die lokalen CIGL sich selber um die Organisation und Wartung des Systems kümmern. Dadurch könne man auch noch einmal CO2-Emissionen (durch die Fahrten und Transporte der Räder) einsparen. Man müsse dieses Angebot als Gemeinde antreiben, trotz Kosten. Gleiches gelte auch bei den mBoxen, auch wenn diese am Anfang leer stehen, man muss sie erst mal überhaupt aufstellen damit sie genutzt werden.

DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun betonte zum Schluss, dass ihre Partei nicht gegen die „sanfte Mobilität“ sei, sie enthielt sich dennoch bei der Abstimmung.

4. PHASE DER NEUGESTALTUNG DES NAHERHOLUNGSGEBIET GAALGEBIERG

Anschließend folgten 16 weitere Kostenvoranschläge die alle einstimmig verabschiedet wurden.

Die Vergrößerung und der Umbau der Infrastrukturen des technischen Dienstes erfordert weitere 150.000 €. Die Mehrkosten entstanden durch unvorhersehbare Umstände (bedingt durch das Alter der Gebäude), der Einrichtung eines neuen Parkplatzes und der Index-Erhöhung (Beginn der Arbeiten war bereits 2015).

Die 4. Phase der Neugestaltung des Beleser Naherholungsgebiet auf dem Gaalgebierg erfordert 140.000 €. Inbegriffen sind ein Wasserspiel, eine Mountainbike-Waschanlage, eine Stromverstärkungsanlage, die Instandsetzung diverser Wege und eine uniforme Beschilderung. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte zunächst, dass das Wasserspiel nicht dauernd läuft. Es handelt sich dabei um eine Vorrichtung die ein aktives Handeln (Wasserpumpen) erfordert und daher keine Wasserverschwendung zu befürchten ist. Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) fragte ob die Waschanlage für Mountainbikes gratis sein wird. Schöffe Marco Goelhausen erklärte, dass angedacht sei, ein System wie beim Vël'OK anzuwenden oder wie in Düdelingen mit Wertmarken zu verfahren. Hierbei würde man 4 unentgeltliche Jetons im Gemeindehaus erhalten. Natürlich sei dies umständlich, man werde deshalb alle Alternativen durchleuchten und die beste Lösung anwenden. Außerdem wäre es zum Vorteil wenn in allen Gemeinden das gleiche System nutzbar werden würde.

Nach der 1. Phase in Beles und Belval, wird das Fußgänger-Leitsystem nun für 80.000 € auch auf Zolwer ausgeweitet. In einer 3.Phase im kommenden Jahr sind dann Ehleringen und Sanem vorgesehen.

Die Wasserfontäne vor dem Gemeindehaus in Beles wird der Neugestaltung des Platzes weichen. 80.000 € wird die Konstruktion mit einer Betonmauer, Metall, Holzterrasse, Sitzbänken und Bepflanzungen kosten. Bürgermeister Georges Engel erklärte, dass die Wartung der Wasserinstallation zu kostspielig wurde, die geräuschpegelbedingt nicht einmal in Betrieb ist. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) begrüßte diese Entscheidung und erinnerte daran, dass sie bereits im Mai 2015 beim Kostenvoranschlag für die Umgestaltung der Wasserfontäne plädiert hatte, da für sie schon damals die Instandsetzung unsinnig sei und man sich etwas anderes einfallen lassen sollte. Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) informierte, dass dieses Projekt damals nicht umgesetzt worden war, da man gemerkt hatte, dass die Fontäne nicht mehr erwünscht ist. Deshalb habe der technische Dienst eine neue Idee ausgearbeitet. In diesem Zusammenhang lote sie die tolle Skizze.

Die Einrichtung für den Anschluss an die Fernüberwachung von 5 verschiedenen Gemeindegebäuden veranschlagen 75.000 €. Hierbei handelt es sich um das Haus 108, route d'Esch in Beles, die Maison Relais in der rue du Château in Sanem, 2 Gebäulichkeiten des technischen Dienstes in Beles und die Maison Relais im Chemin Rouge in Beles. Auf Nachfrage über die Erfahrungswerte dieser Systeme von déi Gréng-Gemeinderat Alain Cornély, informierte Guy Kler, Chef der Regiebetriebe, dass die Fernüberwachung der Gebäude sehr wertvoll für die Mitarbeiter sei und die Arbeit vereinfache.

Die Kosten der Instandsetzung des Wasserreservoirs Lotschef in Zolwer belaufen sich auf 70.000 €. Ebenfalls 70.000 € werden benötigt um 115 Türen in den Schulgebäuden in Ehleringen und die Schule 2000 in Zolwer mit elektronischen Schlössern (SALTO) auszustatten. 12.500 € kostet der Austausch des elektronischen Schließsystem der Innentüren im Kulturschapp in Ehleringen. 70.000 € respektive 10.000 € kostet der Not austausch der Heizung in der Schule 2000 in Zolwer bzw. in der Maison Relais in der rue de France in Beles. Zusätzliche 60.000 € werden für die Fertigstellung der Gärten im Matgesfeld gebraucht.

Der Kauf von 4 neuen Nutzfahrzeugen (2 davon sind elektrisch angetriebene) für den technischen Dienst beanspruchen insgesamt 122.000 €. CSV-Gemeinderat Mike Lorang kam in diesem Zusammenhang auf das Platzproblem im „Service technique“ zu sprechen. Bürgermeister

Georges Engel (LSAP) bestätigte, dass man sich dem Platzmangel bewusst sei und informierte, dass man daran arbeite. Eine Idee wäre eine eigene Halle in der Aktivitätszone „Um Woeller“ zu bauen, allerdings gibt es noch keine konkreten Pläne. Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler (CSV) fand den Kauf eines Diesel-Lasters kontradiktorisch zur vorherrschenden Meinung im Gemeinderat über Dieselbetriebene Fahrzeuge. Guy Kler, Chef der Regiebetriebe, erklärte, dass es in diesem Fall leider Sinn mache. Ein benzingetriebenes oder Elektro-Fahrzeug schaffe es technisch nicht Anhänger zu ziehen. Wenn eine Alternative bestehe, werde man das auch tun. Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) unterstrich, dass die Zukunft weg vom Diesel sei und das unterstütze die Gemeinde auch hier mit dem Kauf von 2 Elektro-Fahrzeugen.

Die Ausgaben für die Sanierung des Abwassersystem der rue de France über die rue Josephine Welu-Scherer in Beles belaufen sich auf 45.000 €. Die Lizenzerneuerungen, Sicherheitsprogramme, 2 neue Projektoren und 1 Tablet beziffern sich insgesamt auf 44.000 €. Der Austausch der Schränke in den Umkleidekabinen im „Service technique“ kostet 33.000 €. Der zusätzliche Kostenvoranschlag für die neuen Büroräume des „Service informatique“ beträgt 32.000 €. Die Instandsetzung der Sanitäranlagen im Pavillon Chemin Rouge in Beles kostet 24.000 €. Die aktuellen Toiletten entsprechen nicht mehr den Anforderungen, da hier im Gebäude „Précoce“-Kleinkinder und die Maison Relais untergebracht sind. Die Renovierung des Vorhofs der „Maison sociale“ in der rue de la Poste in Beles beansprucht 20.000 €.

DEFIBRILLATOREN IN ÖFFENTLICHEN GEBÄUDEN

Nachdem beim KUSS (Kultur- und Sportzentrum in Zolwer) ein Defibrillator im Außenbereich installiert worden war, wurde nun der Kostenvoranschlag in Höhe von 18.366 € für 9 weitere Defibrillatoren für den Innenbereich viel besuchter Gebäude bewilligt.

Dabei handelt es sich um die 3 Fußballfelder, den Turnsaal der Beles-Post-Schule, das Gemeindehaus, der Kulturschapp in Ehleringen, die Schule 2000, die Sporthalle in Sanem und die Turnhalle in der Beleser Chemin Rouge-Schule.



In diversen Gemeindegebäuden werden Defibrillatoren angebracht.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte, dass man eine intensive Analyse zu diesem Thema durchgeführt habe. Die Defibrillatoren für den Außenbereich sind kostspieliger und komplizierter, da sie unter anderem vor Vandalismus sicher sein müssen. Deshalb habe man sich entschieden die neuen Defibrillatoren im Innern der Gebäude zu installieren und Standorte ausgesucht, wo es auch Sinn macht. Diese müssen zudem dort angebracht werden, wo sie maximal zugänglich sind. Nächstes Jahr werden weitere Gebäude folgen, so Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) weiter. Es reiche allerdings nicht, die Schockgeber-Geräte zu installieren, man werde die Bevölkerung, das Lehrpersonal und die lokalen Vereine dazu aufrufen, einen Crash-Kurs bezüglich der Handhabung zu besuchen.

Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) zeigte sich erstaunt über den Sinneswandel des Schöffen, da er früher behauptet hätte, man bräuchte keine weiteren Defibrillatoren. Dies stritt Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) ab. Er habe nur davor gewarnt zu hastig und unüberlegt überall in der Gemeinde die Geräte anzubringen. Zum einen muss man einen Defibrillator richtig benutzen können und außerdem gebe es auch noch immer den SAMU mit einem Notarzt. Er wollte dieses Projekt sinnvoll und durchdacht durchführen, deshalb zuerst eine umfassende Analyse. Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler begrüßte die Entscheidung doch noch Defibrillatoren zu installieren und freute sich mit einem Schmunzeln über die überwundene Skepsis des Schöffen. Sie erinnerte dann noch daran, dass man hierfür eine staatliche Subvention beantragen kann. LSAP-Gemeinderat Jemp Schlessler befürwortete, auch im Namen des Beleser Fußballvereins, diese Anschaffung ebenfalls und stimmte der Notwendigkeit eines Kurses zu. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) betonte, dass die Überlegungen von Schöffen Marco Goelhausen (LSAP) aber nicht falsch gewesen seien. Es mache keinen Sinn alle 50m einen Defibrillatoren anzubringen, da es nie die absolute Sicherheit geben kann und es auch überhaupt nicht möglich ist alle Orte abzudecken, wie z.B. Fahrradwege. Gemeinderat Alain Cornély (déi Gréng) begrüßte diese Anschaffung ebenfalls. Er wollte aber noch erfahren, wo sich weitere Defibrillatoren in der Gemeinde befinden, wie zum Beispiel im Alten- und Pflegeheim CIPA REWA oder im Lycée in Belval. Er war überzeugt, dass es wichtig sei, dies zu wissen, da man so im Falle eines Notfalls in diesem Wohnviertel, auf diese Defibrillatoren zurückgreifen könnte. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bestätigte zwar, dass sich ein Defibrillator im CIPA befindet, dennoch sei es sicherlich besser den Notarzt zu rufen als bis zum CIPA laufen zu müssen, welches zudem ab 18 Uhr für die Öffentlichkeit nicht mehr zugänglich ist. Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) erwiderte, dass es im

Ausland anders aussehe und viele Defibrillatoren vorzufinden sind. Zudem sei die Handhabung auch nicht kompliziert und man könne als Laie auch eigentlich keinen Schaden anrichten, deshalb solle die flächendeckende Anbringung der Geräte fortsetzen. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP), Medizinberuffer, entgegnete, dass man trotzdem genau wissen muss wie und wann man einen Defibrillator einsetzen kann. Außerdem gibt es eine stetige Entwicklung bei diesen Geräten, deshalb trete er dafür ein, dass Kurse angeboten werden.

Die weiteren Kostenvoranschläge gaben danach auch keinen Anlass zu Einwänden und wurden unisono angenommen. Hierzu gehörten 12.500 € für Lagermodule im Außenbereich verschiedener Schulen und 4.782 € für neue Funkgeräte für die lokale Feuerwehr.

Anschließend stimmten die Gemeinderäte einstimmig die Namensänderung des „Passage Count Basie“ in Belval (zwischen der Avenue du Blues und dem Boulevard de la Recherche) zu „Place Count Basie“. Gleiches Votum gab es sowohl bei der Konvention bezüglich des PAP (plan d'aménagement particulier) „Op Metzgerhéicht“ in Beles für den Bau von 54 Häusern und 8 Residenzen, als auch bei der Abänderung des bereits in der Sitzung vom 3. April 2017 verabschiedeten Stillhalteabkommen (moratoire) betreffend der Abrisse von erhaltenswerten Gebäuden in der Gemeinde. Es hatte sich ein kleiner Fehler auf dem Plan eingeschlichen und das nebenstehende Haus wurde markiert. Auch die 6 darauffolgenden Immobilientransaktionen wurden ohne Diskussionen einhellig bewilligt. Erwähnenswert ist hierbei die Konvention mit dem Staat betreffend den Empfang und die Integration von Begünstigten internationalen Schutzes (bénéficiaires d'une protection internationale). Bürgermeister Georges Engel (LSA) informierte in diesem Zusammenhang, dass die Gemeinde das Horsmans-Haus in der rue de Soleuvre in Beles für die Aufnahme von Flüchtlingen bereitstellt und die „Maison 2020“ nebenan dem Office social zur Verfügung stellt um dort sozial schwache Familien unterzubringen.

Alsdann folgten 4 budgetäre Umänderungen, die alle von Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärt wurden. Bei einer davon ging es um eine heiklere Angelegenheit bezüglich der in den Gemeindegebäuden angebrachten Feuerlöscher. Während der Wartung hat sich herausgestellt, dass die Firma, die die Feuerlöscher regelmäßig kontrollieren sollte und gegebenenfalls ersetzen sollte, ihre Arbeit, trotz Vertrag und Bezahlung, nicht anständig erledigt hat. Einige Feuerlöscher waren nicht einmal mehr einsatzbereit. Die Firma muss sich nun schriftlich rechtfertigen und eventuell wird die Gemeinde juristische Schritte vornehmen müssen. Gemeinderätin Patrizia Arendt

(déi Lénk) hoffe, dass man den Vertrag mit dieser Firma kündigen werde, da die Sicherheit gefährdet war und daher das Vertrauen weg ist. Dies konnte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bestätigen und informierte, dass die Gemeindedienste die Wartung und Kontrolle der Feuerlöscher in Eigenregie durchführen wird.

UNSTIMMIGKEIT BEI DEN ABSCHLUSSKONTEN 2015 UND BEI DER FESTLEGUNG DER GRUNDSTEUER

Bei den Abschlusskonten des Haushaltsjahres 2015 waren sich die Gemeinderäte dann nicht mehr einig. Das Finanzkontrollorgan des Innenministeriums hat das Haushaltskonto 2015 begutachtet und der Schöffenrat hat Stellung zu den Anmerkungen bezogen. Der „compte administratif“ des Schöffenrates wurde nach den Erklärungen von Bürgermeister Georges Engel (LSAP) mit den 10 Stimmen der rot-grünen Mehrheitskoalition gegenüber von 4 Gegenstimmen der Opposition und 1 Enthaltung seitens der DP angenommen, wogegen der „compte de gestion“ des Gemeindevorstandes, trotz gleicher Zahlen, ohne Beanstandung verabschiedet wurde.

Wie jedes Jahr wurden die Höhe der Gewerbe- und der Grundsteuer festgelegt. Bei der letzteren gab es Einstimmigkeit, bei der Gewerbesteuer gab es 1 Enthaltung von déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt. Ihre Begründung war wie bereits vergangenes Jahr die Unzufriedenheit über das bestehende Gesetz und die dadurch resultierende Ungerechtigkeit, dass Mietwohnungen gleich besteuert wie Einfamilienhäuser.

Danach erhielt Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP) das Wort um die diesjährige Auszahlung von Subsidien an die lokalen Vereine zu präsentieren. So war unter anderem zu erfahren, dass insgesamt 157.864 € an 60 Vereine mit 6.806 aktiven Mitgliedern ausgezahlt werden. Er bedankte sich beim „Service financier“ für die geleistete Arbeit und auch bei allen der Finanz-, Sport- und Kulturkommission für ihre tatkräftige Unterstützung bei der Ausarbeitung der Vereinssubsidien 2016. Diese wurden auch einstimmig vom Gemeinderat bewilligt. Dann fuhr er weiter mit den Subventionen an diverse Vereinigungen. Hier erhalten die Île aux clowns asbl und die Sécurité routière jeweils 100 €, die Association Nationale des Victimes de la Routes asbl 150 €.

Auch der Subvention in Höhe von 1980 € für die Uniformen der 4 Musikvereine der Gemeinde wurde ohne Ein-

wand zugestimmt. Gleiches galt auch für die Grundsatzgenehmigung für einen Kredit von 7 Mio. € um Projekte des extraordinären Budgets zu finanzieren. Im Anschluss daran erhielt Gemeinderat und Präsident des Sozialamtes Jemp Schlessler (LSAP) noch einmal das Wort um die Situation der Restsummen des „Office social“ zu verdeutlichen. Diese wurde ebenfalls einstimmig verabschiedet.

POSTENSCHAFFUNGEN UND KONVENTION BEZÜGLICH DER „ÉPICERIE SOLIDAIRE“

Die Schöffen Marco Goelhausen und Simone Asselborn-Bintz (beide LSAP) gaben dann alle nötigen Erklärungen zu diversen Postenschaffungen, die alle unisono bewilligt wurden. Zum einen handelt es sich um 2 Reinigungskräfte die im KUSS und in der Kantine der Scheierhoff-Schule gebraucht werden. 6 Stellen als Erzieher werden ebenfalls benötigt und werden sowohl intern als auch extern ausgeschrieben. Beim letzten neuen Posten ging es um eine/n Sozialarbeiter/in für das CIPA REWA. Die aktuelle Sozialarbeiterin, die sich um den „Service Senior +“ gekümmert hat, wird die Gemeinde Mitte Juli verlassen. Da man schon länger darüber nachgedacht hatte, einen „assistant social“ halbtags im CIPA REWA einzustellen, der sich dann mit den vielen Dossiers (Hilfe bei administrativen Vorgängen, aber auch Vormundschaften, etc.) beschäftigen wird, nutzt man nun die Gelegenheit um diesen Posten zu schaffen. Gleichzeitig wird dann wieder der bestehende Halbtagsposten besetzt, der dann wieder den „Service Senior +“ unter die Fittiche nehmen wird.

Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) fragte in diesem Zusammenhang nach, ob es stimme, dass es 52 Dringlichkeitsanträge auf Aufnahme für das CIPA REWA gibt und wie viele davon aus der Gemeinde stammen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) versprach die genaue Zahl nachzureichen, informierte allerdings, dass bei den dringlichen Anfragen auch weniger akute dabei sind. Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) unterstrich, dass dies zeigen würde wie nötig solche Seniorenstrukturen sind. Es gibt bei jedem Heim lange Wartelisten, leider auch in Sanem. Dabei kommt noch, dass die Gemeinde Sanem die einzige im Land ist, die noch ein eigenes Alten- und Pflegeheim führt. Sie sei der Meinung, dass das zuständige Ministerium in dieser Sache gefordert ist und müsse etwas dagegen unternehmen.

Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt wollte dann erfahren inwiefern sich die Aufgaben des neuen Sozialarbeiters/in mit den Tätigkeiten des Sozialamts über-

schneiden, ob 1 Stelle im CIPA REWA ausreichen wird und dachte an einen multidisziplinären Dienst in Zukunft. Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) bestätigte, dass der „Service Senior+“ viel mit dem „Office social“ zusammengearbeitet habe und es auch gemeinsame Fälle gab. Ob 1 Sozialarbeiter/in im CIPA REWA und „Service Senior+“ ausreichen wird, müsse man nun erst mal abwarten wie sich dies entwickelt. Bis zur Abstimmung der Besetzung dieses Postens, wird der Dienst für Senioren vom RASE (Relais d'Accompagnement Socio-Educatif) übergangsweise übernommen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erläuterte dann die Schaffung eines Geschäftsführers für die „Épicerie solidaire“ in Zolwer. Dieser Posten wurde am 27. Mai ausgeschrieben, innerhalb der Frist hatten sich 24 Kandidaten gemeldet. Davon hat man 12 ins Interview (Schöffenrat zusammen mit dem Verwaltungsrat der asbl „EcoSol“) gerufen. Es haben sich dabei 2 Personen herauskristallisiert, die dann auch in den Laden „schnuppern“ waren. Heute ging es erst mal um die Schaffung von diesem neuen Posten, man habe sich zur Besetzung allerdings noch nicht entschieden. Diese Stelle wird von der Gemeinde eingestellt, bezahlt und dann der „Épicerie solidaire“ zur Verfügung gestellt.

Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) bestätigte, dass es wichtig ist heute diesen Posten zu schaffen, ansonsten wird es (durch die Prozedur, die Sommerferien, etc.) zu lange dauern. Es sei auch für sie schwierig zu entscheiden, wer die besser geeignete von den beiden Personen für diese anspruchsvolle Aufgabe ist, da sich die beiden eigentlich ergänzen. Deshalb werden die beiden vielleicht sich noch einmal bei einer Zusatzaufgabe beweisen müssen, bevor eine Entscheidung getroffen werden kann. Sie betonte daraufhin wie bedeutungsvoll es sei, dass die Gemeinden solche Projekte wie die „Épicerie solidaire“ unterstützen, denn privat wird solch etwas auf die Beine zu stellen fast unmöglich.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) begrüßte diese Postenschaffung und zeigte sich erfreut über den guten Verlauf der Prozedur, u.a. dass der Schöffenrat die Kandidaten in Rücksprache mit dem Verwaltungsrat ausgewählt hat. Das nun gefundene Profil entspreche zudem den Vorstellungen der asbl, die sie bereits im Voraus geäußert hatten. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) betonte wiederholt, dass die Gemeinde von Anfang ihre Verantwortung bei diesem Projekt übernommen habe, dies auch weiterhin tun werde und die Einstellung und Bezahlung eines Geschäftsführers sei ein klares Bekenntnis.

KONVENTION MIT DER ECOSOL ASBL BETREFFEND DIE „ÉPICERIE SOLIDAIRE“

Hinterher folgten 2 Konventionen, die beide einstimmig angenommen wurden. Zuerst gab Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) alle nötigen Erklärungen zur alljährlichen Konvention bezüglich des „Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club Senior – Prénzeberg)“.

Danach ging es um die Konvention zwischen der EcoSol-Sanem asbl und der Gemeinde betreffend die Finanzierung und die Zurverfügungstellung des Lokals im Zusammenhang mit dem Projekt der „Épicerie solidaire“ in Zolwer. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) ging dann die einzelnen Artikel des Abkommens durch. Zuerst ging es um die sozialen, ökologischen und ökonomischen Aspekte der Kooperative. Die Gemeinde stellt der asbl unentgeltlich die Räumlichkeiten zur Verfügung. Die asbl muss jedoch die Investitionskosten zinsfrei zurückerstatten, dies ab 2017 und in Tranchen von 15.000 € pro Trimester. Außerdem muss die asbl der Gemeinde jedes Jahr eine Abschlussrechnung vorlegen. Die weiteren Rückerstattungen wurden auch aufgelistet. Der finanzielle Zuschuss der Gemeinde an die asbl wird anhand der Jahresbilanzen festgelegt. Personalentscheidungen müssen immer vom Schöffenrat abgesegnet werden. Die Gemeinde stellt einen Geschäftsführer zur Verfügung, der von der Gemeinde eingestellt und bezahlt wird. Die Konvention gilt 3 Jahre, daraufhin erneuert sie sich von Jahr zu Jahr. Sollte die „Épicerie solidaire“ einmal mit ihrer Tätigkeit aufhören müssen, übernimmt die Gemeinde die eventuell vorhandenen negativen Kontostände und die Schuld der asbl verfällt.



Die Konvention mit der EcoSol asbl betreffend die „Épicerie solidaire“ wurde unterschrieben.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) bedankte sich beim Schöffen- und Gemeinderat im Namen aller Akteure, die in den vergangenen Jahren viel für die Umsetzung dieses Projektes gearbeitet haben. Er ging noch einmal auf die in rezenter Vergangenheit viel diskutierten Aspekte und Zielsetzungen ein. Er verkündete, dass die „Épicerie solidaire“ vor 3 Tagen die Bezeichnung eines Unternehmens mit sozialer Auswirkung erhalten hat und er sehr stolz darauf sei. Alle Akteure, die in der Konvention stehen, wollten sich natürlich bei der Aufstellung des Dokumentes absichern. Er sei auch sehr zufrieden darüber, dass man sich bei der Vorauswahl der Kandidaten für den Geschäftsführerpostens einig geworden ist. Zum Schluss bedankte er sich bei jedem für jegliche Unterstützung.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler war auf der einen Seite froh darüber, dass die Gemeinde der asbl im Falle einer Schließung den Rücken freihält. Auf der anderen Seite dagegen, war sie nicht 100% zufrieden, über die Formulierung im Dokument, dass die Gemeinde bzw. der Schöffenrat allein die Entscheidung über die Besetzung des Geschäftsführerpostens treffen kann. Bei keiner anderen Kooperation, wie z.B. beim CIGL würde sich der Schöffenrat bei der Einstellung von Mitarbeitern einmischen. Sie hoffe, dass der Schöffenrat aber bei seiner Entscheidung die Empfehlung der Leute vor Ort (die in der „Épicerie“ arbeiten und Erfahrung haben) berücksichtigt.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) erklärte, dass die „Épicerie solidaire“ sich nie ganz allein tragen können wird und 1 Geschäftsführer reiche auch nicht aus. Aber diese Schaffung des Postens sei ein guter Kompromiss mit der Gemeinde. Es sei wichtig, dass man jetzt ein Zeichen nach außen setzt und zeigt, dass die Gemeinde das Projekt unterstützt. Er sei zuversichtlich, dass sich die Ecken und Kanten der vergangenen Monate glätten werden. Er wolle nicht aus parteipolitischen Gründen in der „Épicerie“ aufhören und heute werde mit der Absegnung der Konvention ein deutliches Zeichen der weiteren Zusammenarbeit gesetzt. Er hoffe aber noch auf eine wieder stärkere Unterstützung seitens des Sozialamtes, dies wäre eine große Unterstützung. Gemeinderat und Präsident des „Office social“ Jemp Schlessler (LSAP) bestätigte, dass der Willen da sei. Nach der Generalversammlung werde vieles klarer sein und die Gespräche werden aufgenommen.

Auch Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) beschwichtigte, dass es ungünstig sei, sich auf der Behauptung festzusetzen, der bezahlt, der entscheidet allein. Hier arbeiten 2 Partner zusammen, die beide wollen, dass das Projekt fortgesetzt wird. Es sei schade, dass in den vergangenen Monaten private, parteipolitische und vor allem durch die kommenden Gemeindewahlen ent-

standenen Probleme mit eingeflossen waren. Aber heute setze man ein Zeichen, dass die „Épicerie“ nicht mehr Bestandteil der Differenzen ist.

Zum Abschluss bedankte sich Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bei allen Sprechern für die Stellungnahmen. Er hoffe, dass nun jedem klar sei, dass die Gemeinde das Projekt „Épicerie solidaire“ weiterhin unterstützen wird und dass somit die hitzigen, unüberlegten Äußerungen aufhören, denn dies trage nicht zum guten Funktionieren der „Épicerie“ bei.

Danach stimmte der Gemeinderat ebenfalls ohne Einwände das Reglement bezüglich der Zurverfügungstellung von 8 Zelten, 1 Grillzelt und 3 Holzhütten, die die lokalen Vereine der Kategorie 1 und 2, die Schulen und Maison Relais, die Gemeindedienste und Kommissionen und jeder der die Genehmigung des Schöffenrats erhält, sich ausleihen kann. Die Reservierung läuft über das gleiche Formular wie für die Saal- und Materialreservation. Im Prinzip kann jeder Antragsteller 1x pro Jahr Zelte/Hütten ausleihen.

Auf Nachfrage von CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler bestätigte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass natürlich die Möglichkeit besteht ein weiteres Mal die Leihgabe anzufragen. Der Antrag muss 3 Wochen im Voraus eingereicht werden und die Zelte/Hütten werden nur von den Gemeindediensten transportiert und aufgerichtet, dies dient dazu um Schäden zu vermeiden. 100 € kostet 1 Zelt/Hütte pro Tag, jeder weiterer Tag wird mit 50 € berechnet. Zudem muss eine Kautions von 300 € für 1 Zelt bzw. 600 € für eine Holzhütte hinterlegt werden. Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) fragte sich, ob man die Verwaltung dieses Materials nicht eher dem „Spullweenchen“ übertragen sollte. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) meinte, dass es sich hierbei um ein neues Projekt handelt und man soll erst einmal abwarten wie sich der Dienst entwickelt.

Sowohl die von Schöffen Marco Goelhausen (LSAP) präsentierte Haushaltsvorlage 2018 des CIGL (Centre d'Initiative et de Gestion Local) Sanem als auch der von Bürgermeister Georges Engel erläuterte neue Statutentext des Gemeindesyndikats SIDOR (Syndicat Intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables pour les communes des cantons de Luxembourg, d'Esch et de Capellen) und zuletzt die von Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) vorgestellten neuen Statuten des TICE (Syndicat pour le transport intercommunal Tramways dans le Canton d'Esch-sur-Alzette) wurden einstimmig gutgeheißen.

Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) fuhr danach fort mit den Erklärungen zum Aktionsplan zur Reduzierung von Lärm und einen nationalen Plan zur Verbesserung der Luftqualität ausgearbeitet. In einem Satz bedeutet dies: bessere Luft und weniger Lärm – für mehr Lebensqualität, so die Umweltschöffin. Die Öffentlichkeit soll hierbei mit einbezogen werden und sich beteiligen können, deshalb hing die Einladung auch 60 Tage im Raider aus. Der Gemeinderat zeigte sich einverstanden mit der Teilnahme an den Aktionsplänen. In diesem Zusammenhang sprach Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) 2 Sachen an. Zum einen ging sie auf das Stichwort Kommunikation ein. Die Bürger müssen anders mit eingebunden werden, es müssen neue Ideen ausgearbeitet werden wie man die Leute mehr partizipieren lassen könnte. Zweitens verwies sie auf die aktuelle Situation bezüglich der Beschwerden wegen des zukünftigen Öko-Parkplatzes auf der Place Pierre Greisch in Beles (im Rahmen der Neugestaltung des Ortskerns „Al Bieles“). Hier kritisierte sie, dass der Schöffenrat genau das Gegenteil von dem machen würde, was in den Aktionsplänen propagiert wird. Der Park der Place Pierre Greisch sei eine geräuschabweisender Schutz für viele Anwohner. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bat Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) das Thema der Place Pierre Greisch im späteren Teil „Divers“ anzusprechen.

Anschließend nahmen die Gemeinderäte die Statuten der neugegründete Vereine „D'Frënn vun der Neier Poar Suessem Asbl“ und „Photo-Club Gemeng Suessem“ zur Kenntnis. Die 3 temporären Verkehrsverordnungen, die von Mobilitätsschöffen Marco Goelhausen (LSAP) vorgebracht wurden, wurden abgesehnet.

„CONTOURNEMENT DE BASCHARAGE“ SORGT FÜR DISKUSSIONSSTOFF

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) hatte im Vorfeld eine schriftliche Anfrage an den Schöffenrat gerichtet, wobei es um die Kampagne gegen die Umgehungsstraße von Bascharage ging. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) lieferte also alle Antworten.

Die ganze Kampagne kostete rund 45.000 €, davon 4.200 € für Werbung auf jeweils 2 Buslinien des TICE und des RGTR (Busse von Sales-Lentz, die in Käerjeng ihren Hauptsitz haben) hier in der Südregion. Die Werbeagentur IP hat auch bestätigt, dass die Busse 4 Wochen lang (vom 15.05. bis zum 11.06.) gefahren sind, dies trotz der Unterlassungsaufforderung des Gemeindegewerks TICE. IP hat versichert,

dass der gültige Vertrag eingehalten wurde und die Busse daher weiter gefahren sind.

Mittlerweile darf IP solche Kampagnen auf TICE-Bussen nicht mehr allein bewilligen. Letzte Etappe war ein Brief des TICE an die Gemeinde Sanem mit der Beschuldigung, dass 1 Mitgliedsgemeinde gegen eine andere hetzen würde und die Kampagne sofort zu stoppen sei. Dieser Brief ist allerdings erst am 13.06. bei der Gemeinde eingegangen, zu dem Zeitpunkt war die Kampagne bereits abgeschlossen. Man habe allerdings einen Brief zurückgeschrieben in dem der Standpunkt der Gemeinde Sanem klar dargestellt wird.



**MOINS
DESTRUCTEUR
QUE LE CONTOURNEMENT DE
BASCHARAGE :
LA ZONE
NATURA 2000.**

Loosst eis eng Hand upaken fir d'Natura-2000-Zone ze schätzen, eng Rei vun natierleche Site, déi vun der EU klasséiert sinn, je no der Europlischer Direktiv 92/43/CEE. D' "Variant 2", déi d'Regierung virgeschloen huet, hätt negativ Konsequenzen fir d'Ëmwelt:

- Zerstüerung vun onglaicher 8 Hektare vum Bësch an anere wäertvolle Biotope
- Dreckwee Zerstüerung vum Naturschutzgebiet Dreckwee, engem nationale Schutzgebiet
- Negativen Impakt op der Biodiversitéit an um lokale Klima

Dozou benefizéiert d'Gebitt Dreckwee scho vu Kompensatiounsmaassnahmen am Kader vun der Aichtung vun enger duubelgleeseger Eisebunnlinn op den CFL-Tracé "Péiteng-Lëtzebuerg".

An deem Sinn wäeren nët Kompensatiounsmaassnahmen op der Plaz a sou kuerzer Zäit nëmme ganz schwéier novalzéierbar.

LOOSST ONS EIS NATURA-2000-ZONE SCHÖHNER!



COMMUNE DE SANEM

Diese Plakate der Umgehungsstraße von Bascharage-Kampagne war Anstoß von Diskussionen.

Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt kritisierte den Schöffenrat, dass er sich nicht genügend gewehrt habe. Dabei sind die verbalen Attacken vom Käerjenger Bürgermeister Michel Wolter ziemlich heftig gewesen. Umso schlimmer sei es, dass auch noch Schöffe der Nachbargemeinde Esch und Präsident des TICE Henri Hinterscheid sich eingemischt hatte und die Gemeinde Sanem eben-

falls attackiert hat. Sie habe sich mehr Protest erwartet und sie könne nicht nachvollziehen warum die Kosten der Kampagne verschwiegen wurden. Zudem habe sie ein Problem damit, dass die Kommunikationsfirma ein Honorar von 34.500 € erhalten soll, da diese ihre Arbeit nur zum Teil erledigt habe und viele Texte von der Arbeitsgruppe selbst und Gemeindeangestellten geschrieben werden mussten. Sie sei nicht die einzige die unzufrieden ist und forderte, dass die Firma nicht den ganzen Betrag erhält. Danach fragte sie nach der Auswirkung der Kampagne und ob der Werbespot auf Facebook online bleibe.

Zunächst entgegnete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass er sicherlich keine Zahlen verheimlicht hat, sondern lediglich zur Zeit der Pressekonferenz keine Kostenaufstellung vorlag.

Cliff Schmitt vom „Service des relations publiques et de la culture“ erklärte, dass das Video insgesamt 43.000x auf Facebook angeklickt wurde. In den Sommerferien finde ein Debriefing mit der Kommunikationsfirma statt, danach könne er genauere Zahlen vorlegen. Er zeigte Verständnis für die Kritik an verschiedenen Textübersetzungen, allerdings rechtfertigte er die Gesamtsumme, die dann trotzdem an die Firma überwiesen wird.

Auch Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) nahm die Firma in Schutz, da sie ähnliche Erfahrungen mit der Werbekampagne der „Épicerie solidaire“ gemacht habe. Es sei schwierig eine Firma zu finden, die sich mit dem Thema so gut auskennt wie in diesem Fall die Arbeitsgruppe „Contournement“, die seit etlichen Jahren daran arbeitet. Sie habe auch Zweifel, dass die Sales-Lentz-Busse mit den Plakaten überhaupt unterwegs waren – sie habe in den 2 Wochen nicht 1 einzigen Bus mit der Kampagne gesehen.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) regte sich dann über den Bürgermeister Michel Wolter auf. Seine Aussagen seien äußerst bedenklich und außerdem sei es unerhört, dass er versucht ein Kommunikationsmedium zu verbieten. Es müsse zudem erst mal analysiert werden, ob die Kampagne der Nachbargemeinde Käerjeng überhaupt geschadet habe, bevor man sich lauthals wie Herr Wolter, ohne richtige Argumente, öffentlich aufregt. Auch die Vorgehensweise von Herrn Hinterscheid, verurteilte Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) vehement. Seine Vorgehensweise sei weder moralisch noch juristisch haltbar. Dies sei Meinungszensur und so etwas müsse man auch ganz klar aufzeigen und auf gar keinen Fall zulassen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte dann darüber, dass entgegen der Aussage vom Bürgermeister von Käerjeng, insgesamt nur 5 Broschüren an die Gemeinde Sanem zurückgeschickt worden sind.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) war der Ansicht, dass hier die Meinungsfreiheit unterbunden worden ist. Es sei demnach unerhört, dass der Bürgermeister von Käerjeng es wahrscheinlich fertiggebracht hat, dass Busse mit den Plakaten gar nicht auf den Straßen unterwegs waren, sondern im „Schapp“ zurückgehalten wurden.

Daraufhin erhielt déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt das Wort, um ihre eingereichte Motion zu erläutern. Diese Resolution sei als Erinnerung und als Unterstreichung des Zusammenhalts des Gemeinderats im Dossier der Umgehungsstraße von Bascharage gedacht. Während das Einspruch-Verfahren (procédure de recours) sich in der Prozedur befindet, solle man ihrer Meinung noch einmal ganz klar nach außen ein Zeichen setzen, dass die Gemeinde Sanem sich weiterhin mit allen rechtlichen Mitteln gegen den „Contournement“ wehren wird. Mit der Motion wolle sie, dass der Schöffenrat verspricht auch bis nach den Wahlen daran festzuhalten.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass man nicht auf Teufel komm raus agieren und mit allen juristischen Mittel drohen, sondern überlegte Aktionen vornehmen sollte. Es bringe nichts den Schöffenrat mit dieser Motion zu etwas zu zwingen zu wollen, man sei bei diesem Thema ja immer auf der gleichen Seite gewesen. Deshalb sei sein Gegenvorschlag die Motion nicht zu stimmen. Außerdem könne der Gemeinderat gegebenenfalls auch spontan einberufen werden. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) verlangte ein Versprechen vom Bürgermeister, dass der Schöffenrat nicht alleine handeln wird und forderte eine Garantie von ihm, dass der Gemeinderat und die Arbeitsgruppe bei einem neuen Moment zusammengerufen werden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erwiderte, dass in diesem Dossier der Schöffenrat noch nie etwas im Alleingang entschieden habe und warum sie jetzt davon ausgehe. Ihre Mutmaßungen und Behauptungen würden nur einen Keil zwischen die Parteien treiben. déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt versicherte, dass die keinen Keil, sondern genau das Gegenteil, nämlich die Geschlossenheit und Einigkeit als Stärke nach Außen demonstrieren wollte, damit ja keine Zweifel aufkommen. Da sie auf das Wort des Bürgermeisters, vertraue, dass im Falle wo es nötig wäre, der Gemeinderat noch einmal vor den Wahlen zusammenkommt, zog sie ihre Motion zurück.

DIVERSE FRAGEN AN DEN SCHÖFFENRAT

Im letzten Teil der Sitzung erhielt zunächst CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler das Wort um diverse Fragen und Beschwerden an den Schöfferrat weiterzuleiten. Sie wollte unter anderem erfahren wie viele Bürger sich für die Arbeitsgruppe über die zukünftige Nutzung des Sanemer Schlosses gemeldet haben (18 Bürger haben ihre Kandidatur eingereicht, 5 wurden zurückbehalten); warum der Flyer bezüglich der Sanierung der Hellge- und Rouerbaach nicht an den Gemeinderat geleitet worden ist (wurde sofort nachgeholt und auf dem Server des Gemeinderats abgespeichert); warum das Kulturagenda erst am 3. Juli, wo dann bereits die ersten Veranstaltungen vorbei waren, verteilt worden ist (es gab Probleme mit den Fristen und mit der Druckerei) und ob der Schöfferrat von den beteiligten Nachbargemeinden zur Tour de France eingeladen wurde (die Gemeinde Mondorf hat den Bürgermeister als Abgeordneten eingeladen). Dann informierte sie noch über den schlechten Zustand der Bänke und des Kiosk im Park Backes in Sanem.

Anschließend hatte auch Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) 2 Fragen an den Schöfferrat. Erstens wollte sie wissen wie es nun mit der rue de l'Industrie in Sanem weitergehe. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte, dass die Schöfferräte von Sanem und Differdingen sich getroffen haben und man alle Möglichkeiten analysieren wird, um den Lastverkehr aus besagter Straße herauszubekommen. Danach wollte sie Details zum Widerstand der Anwohner gegen den zukünftigen Parkplatz auf der Place Pierre Greisch haben. Ihrer Information nach gibt es eine Unterschriftenaktion gegen das Projekt. Zudem wurde ihr zugetragen, dass bei einer anderen Aktion, bei dem Protestzettel am besagten Ort an die Bäume geheftet wurden, die Zettel sofort von Gemeindeangestellten entfernt wurden. Sie fragte sich ob das nicht auch ein Eingriff in die Meinungsfreiheit ist. Wenn dieser Parkplatz auf so einen großen Widerstand stoße, müsse man das Projekt überdenken und eventuell etwas anderes machen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erwiderte, dass es viele Möglichkeiten gibt sich als Bürger zu manifestieren anstelle des illegalen Plakatierens, wie z.B. in diesem Fall die gemeinsamen Workshops zur Neugestaltung von „Al Bielees“. Genau diese Initiatoren der Aktionen waren aber leider nicht bei diesen Workshops dabei, was schade sei. Das Projekt der Neugestaltung vom Beleser Ortzentrum wurde in der vergangenen Sitzung einstimmig bewilligt, die punktuelle Umänderung des PAG um an besagter Stelle einen Parkplatz einrichten zu dürfen wurde eben-

falls einstimmig verabschiedet. Nun können die Leute ihre Einwände schriftlich einreichen, die Prozedur sieht zudem vor, dass der Schöfferrat die Bürger dann sogar empfängt, etc. Dies bedeutet, dass man viele Möglichkeiten zur Meinungsäußerung hat. Das Anbringen von Zetteln an Straßenleuchten und Bäumen ist halt verboten. Zur Petition äußerte der Bürgermeister sich, dass in der Vorlage, die ausgeteilt worden ist, nicht alles drin steht und Halbwahrheiten propagiert werden. Es wird nicht nur isoliert an einer Stelle Grünfläche entfernt und „zubetoniert“, es handelt sich um einen Öko-Parkplatz und das ganze Viertel wird aufgebessert. Im Dorfkern werden nach der Neugestaltung viel weniger Autos fahren, mehr Grünflächen vorhanden sein und die Gesamtsituation wird sich um vieles verbessern. Der Gemeinderat hat das Projekt einstimmig angenommen, weil es nach der Erneuerung eine wesentliche Steigerung der Lebensqualität im ganzen Viertel geben wird. So wie in der Prozedur vorgesehen, werde alle Reklamanten vom Schöfferrat gehört werden.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) beschwerte sich dann darüber, dass die Informationsversammlung bezüglich der Umklassifizierung der Place Pierre Greisch morgens um 10 Uhr war. Die Uhrzeit mache es den meisten Bürgern unmöglich sich mit einzubringen.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte die Sachlage weiter. Es gibt 2 verschiedene Initiatoren, zum einen ein Herr aus der Residenz neben der Place Pierre Greisch und zum anderen die Familie, die die Petition lanciert hat. Danach machte er deutlich, dass es sich wirklich nicht um einen grauen, zubetonierten Parkplatz handelt. Es werden 4 von 15 Bäumen entfernt. Es werden nach den ganzen Neugestaltungsarbeiten nicht mehr Parkplätze im Viertel geben, also auch kein größeres Verkehrsaufkommen. Der Parkplatz auf der Place Pierre Greisch ersetzt nur die 21 Parkplätze, die durch die Umgestaltung im Dorfkern entfallen. Die Behauptungen, die in dieser Petition stehen, geben ein komplett falsches Bild ab. Dennoch sei man dabei andere Standorte zu analysieren. Es hängt aber von der Machbarkeit ab, ob der Parkplatz auch an einer anderen Stelle angelegt wird oder nicht.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) nahm die Anwohner in Schutz. Die Leute reagieren meist erst wenn sozusagen der Bagger schon anrollt. Um die Bürger zur aktiven Partizipation zu bewegen sei nicht einfach und daher müsse man als Gemeinde früher auf die Leute zugehen. Falls die Möglichkeit aber bestehe, den Parkplatz an einer anderen Stelle anzulegen, solle man das auch tun. Man müsse nicht zwingenderweise ein Projekt unbedingt

durchziehen, weil es einmal einstimmig verabschiedet wurde. Dann gab er zu, dass auch wenn er auch für die Neugestaltung gestimmt hatte, sei er jedoch nicht zu 100% für den Standort des Parkplatzes.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) widersprach, dass wenn es bei jedem Projekt so ablaufen würde, dann werde es aber in Zukunft schwierig etwas anzugehen oder gar umzusetzen. Auch in Sanem gab es vereinzelte Gegner bezüglich der Sporthalle, man könne deshalb aber nicht das ganze Projekt jetzt stoppen, da es für das Allgemeinwohl gedacht ist.

Schöffin Myriam Cecchetti (déli Gréng) versuchte anschließend zu schlichten. Die demokratische, partizipative Bürgerbeteiligung steckt noch in den Kinderschuhen und deshalb müsse man nachsichtig sein. Man könne eventuell in diesem Fall in einer kleinen Arbeitsgruppe effektiv über Alternativen nachdenken. Man solle auf jeden Fall die Leute ernst nehmen und den Dialog mit ihnen suchen. Sie hoffe, dass diese emotionalen Diskussionen aufhören und man auch hier wieder einen positiven Konsens bzw. Lösung findet. Daraufhin schloss Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die heutige Sitzung ab.



Commune de Sanem